



Signataires : Christina Meissner, Thierry Arn, Patricia Bidaux, Jacques Blondin, Alia Chaker Mangeat, Sébastien Desfayes, François Erard, Jean-Marc Guinchard, Anne Carron, Yves Magnin

Date de dépôt : 25 novembre 2025

Projet de loi

modifiant la loi portant règlement du Grand Conseil de la République et canton de Genève (LRGC) (B 1 01) (Rendons aux urgences tout leur sens)

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève
décrète ce qui suit :

Art. 1 Modifications

La loi portant règlement du Grand Conseil de la République et canton de Genève, du 13 septembre 1985, est modifiée comme suit :

Art. 95, al. 1, lettre a, chiffre 16 (nouveau)
16. Demandes d'interpellations.

Art. 145, al. 4 (abrogé)

Art. 152, al. 4 (abrogé)

Chapitre XA Interpellation (nouveau)

Art. 162 Définition (nouvelle teneur)

¹ L'interpellation est une question posée oralement au Conseil d'Etat sur sa politique ou l'action de son administration, un sujet d'actualité, un événement ou un objet d'actualité exigeant un positionnement rapide du Conseil d'Etat.

² Un groupe ne peut pas développer plus d'une interpellation par session.

Art. 162A Forme (nouveau)

¹ La demande d'interpellation est rédigée d'une manière concise, signée par son auteur et contresignée par 5 députés au moins. Elle doit porter un titre et doit être remise au sautier, au plus tard deux jours avant la session, pour qu'elle soit enregistrée, numérotée et transmise au Conseil d'Etat.

² Lors de la première séance du premier jour de session, les interpellations urgentes sont distribuées aux députés. Elles ne sont pas lues.

Art. 162B Inscription à l'ordre du jour (nouveau)

¹ L'interpellation est inscrite à l'ordre du jour du premier jour de la session.

² L'auteur de la demande d'interpellation peut la retirer en tout temps.

Art. 162C Procédure (nouveau)

¹ L'interpellation est développée par son auteur ou un député de son groupe, lors d'une brève présentation.

² Le Conseil d'Etat répond oralement et brièvement le même jour ou à la session suivante ; l'interpellateur a ensuite le droit de déclarer s'il est satisfait ou non de la réponse du Conseil d'Etat.

³ Le Conseil d'Etat peut adjoindre à sa réponse un texte distribué à tous les députés.

⁴ Un débat n'a lieu que si le Grand Conseil le décide.

Art. 2 Entrée en vigueur

La présente loi entre en vigueur le lendemain de sa promulgation dans la Feuille d'avis officielle.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Le présent projet de loi a pour objectif de renforcer l'efficacité du travail parlementaire en réintroduisant et en simplifiant la procédure des interpellations urgentes, afin de « rendre aux urgences tout leur sens ». Ce mécanisme, conçu à l'origine pour permettre à un député d'obtenir rapidement une réponse orale du Conseil d'Etat sur un sujet d'actualité ou sur un aspect de sa politique, a progressivement perdu en lisibilité et en efficacité. La multiplication des étapes, l'usage extensif de cette voie et la tendance à en faire un instrument de débat élargi plutôt qu'un outil d'information ponctuelle ont contribué à détourner l'interpellation urgente de sa vocation première.

Ce texte propose une refonte cohérente du chapitre consacré aux interpellations dans la LRGC. La redéfinition de l'interpellation comme une question orale sur un sujet d'actualité, combinée à la limitation à une interpellation par groupe et par session, permet de recentrer l'exercice sur sa fonction d'urgence et d'assurer une utilisation équitable et mesurée. La procédure de dépôt est simplifiée et clarifiée : une demande courte, signée et contresignée, remise au sautier, au plus tard deux jours avant la session, puis distribuée en début de séance sans lecture préalable. L'interpellation est automatiquement inscrite à l'ordre du jour du premier jour de la session, ce qui garantit sa prise en considération rapide. L'auteur conserve la faculté de retirer son interpellation en tout temps.

Le Conseil d'Etat doit répondre oralement et brièvement le jour même ou lors de la session suivante, ce qui préserve l'agilité de ce mécanisme. Il peut, si nécessaire, compléter sa réponse par un texte écrit distribué à tous les députés. L'interpellateur peut enfin indiquer s'il est satisfait ou non de la réponse reçue. Un débat n'est ouvert que si le Grand Conseil en décide, ce qui évite d'encombrer les séances de discussions s'écartant de la logique d'urgence, tout en permettant d'en tenir un lorsque la situation le justifie.

Le projet abroge également les urgences relatives aux motions et résolutions, afin de renforcer la cohérence de cette mesure en conservant les demandes d'urgence pour les projets de lois et les interpellations.

En modernisant ainsi la procédure de l'interpellation, le Grand Conseil se dote d'un instrument plus clair, plus rapide et plus adapté aux exigences de ses débats. Ce projet permet de redonner à l'interpellation urgente son rôle essentiel d'outil d'information immédiate, au service du fonctionnement harmonieux et réactif de nos institutions.

Au vu de ces explications, nous vous remercions, Mesdames et Messieurs les députés, de réserver un bon accueil au présent projet de loi.